

Formulaire de restitution d'une synthèse

Arrondissement : Dijon

Type de réunion

Réunion d'école publique

03. Vers quel type d'égalité l'Ecole doit-elle tendre ?

Les inégalités dans l'Ecole ne font que refléter les inégalités de la société : les classes " ghettos " correspondent aux quartiers ghettos; on demande donc à l'Ecole de remédier à des problèmes qui la dépassent.

Il est reconnu par tous les participants, que le libre choix de l'école par les parents aggraverait la non-mixité sociale et que le maintien de la sectorisation est indispensable, même s'il est facile pour certains de contourner la règle et si quelques cas très particuliers doivent pouvoir se traiter au cas par cas.

A l'intérieur des classes, une certaine hétérogénéité des élèves, source d'enrichissement mutuel, est nécessaire ; le terme d'équité est préférable à celui d'égalité : il s'agit de donner à chaque élève le maximum de chances par rapport à ses capacités.

L'utilisation de l'informatique est considérée à la fois comme une source d'inégalité et comme un moyen de " formater " toute une génération d'enfants " presse-boutons " en particulier en maternelle où cet apprentissage apparaît comme inutilement précoce.

La décentralisation, unanimement rejetée par les participants, est ressentie comme une source redoutable d'inégalité (en particulier au niveau des moyens, et des politiques suivies) ; les programmes doivent impérativement rester nationaux et la préservation d'un service public, financé par des moyens publics, est reconnu comme étant la seule garantie pour un traitement égalitaire des élèves.

05. Quel socle commun de connaissances, de compétences et de règles de comportement, les élèves doivent-ils prioritairement maîtriser au terme de chaque étape de la scolarité obligatoire ?

" Lire, écrire, compter " restent les savoirs fondamentaux, devant être acquis à l'issue de l'école primaire, étant entendu que " savoir lire " doit signifier à la fois maîtriser la langue et faire preuve de facultés de compréhension et de raisonnement

Il s'agit aujourd'hui de savoir également " lire, écrire et compter ", dans une autre langue.

L'enseignement d'une langue étrangère, aujourd'hui inefficace (horaires insuffisants, groupes trop chargés, enseignants mal formés) doit être remplacé par l'immersion de la classe, par petits groupes, dans un " bain linguistique " au moyen de cours bilingues, et ceci dès la maternelle. Ceci suppose l'embauche d'enseignants supplémentaires solidement formés (le recours à des personnes extérieures n'étant pas souhaitable en dehors d'actions ponctuelles) et donc le déploiement de moyens supplémentaires...

Parallèlement, il est urgent de cesser d'empiler des matières nouvelles (B2I, APER...) qui débordent du rôle de l'école et conduisent à sacrifier, de fait, le temps consacré aux activités d'éveil, et de se recentrer sur les capacités de l'enfant qui a besoin de temps pour souffler et assimiler.

08. Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?

La dévalorisation des valeurs traditionnelles de l'Ecole (solidarité, goût de l'effort...) et du travail manuel, le remplacement du monde de l'écrit par le monde de l'image, le manque de débouchés même pour ceux qui ont réussi, le fossé entre la vie à la maison et la vie à l'école, peuvent facilement expliquer la démotivation des élèves.

L'Ecole doit se recentrer sur ses valeurs de base et former des citoyens, éduquer en même temps qu'elle instruit, indépendamment de l'état du marché du travail.

Pour réaliser ces objectifs, à contre-courant d'une partie de la société, l'Ecole a absolument besoin de maîtres supplémentaires (un pour deux ou trois classes), permettant le travail en équipe, et une prise en charge ponctuelle, par petits groupes, de certains élèves.

Par sa souplesse de mise en œuvre, cette organisation est préférable à une baisse générale des effectifs dans les classes, mais elle demande, une fois de plus, des moyens...

13. Comment prendre en charge les élèves en grande difficulté ?

Les cas de maltraitance peuvent échapper à la vigilance des enseignants (qui ne sont pas formés pour les détecter) : un cas est cité dans l'assistance.

Les autres difficultés sont facilement et rapidement repérées par les enseignants, mais les temps de réaction des organismes d'aide (CCSD, RASED...) – quand ils existent (disparition progressive des CP d'adaptation) - sont beaucoup trop longs (8 mois en moyenne entre le signalement et l'intervention).

Les CLIS, surchargés, sont réservés, de fait, aux enfants déficients.

Il n'y a pas de continuité dans les prises en charge et rien n'est prévu pour les enfants présentant des "troubles compulsifs du comportement".

Les élèves qui ont des troubles très graves, posent moins de problèmes car leur cas relève alors du domaine médical et leur prise en charge, de la sécurité sociale.

L'intégration dans une classe, d'élèves en grande difficulté, ne laisse pas à l'enseignant assez de temps pour s'occuper des élèves en "petite difficulté", et ces derniers seront à leur tour en grande difficulté... en particulier à l'entrée au collège.

Deux moments clés de la scolarité sont en effet à surveiller particulièrement : l'entrée en CP et l'entrée en 6^{ème}.

Face à ce constat, la classe dite d'intégration, qui allie cours spéciaux (avec petits effectifs) et cours communs avec les autres classes, rallie tous les suffrages: elle permet des échanges fructueux entre tous les élèves et facilite l'établissement des passerelles nécessaires entre les enseignements.

Au collège, le rétablissement d'un nombre suffisant de surveillants est indispensable.

Le redoublement doit rester rare : il n'est bénéfique que dans certains cas bien déterminés.

18. Comment, en matière d'éducation, définir et répartir les rôles et les responsabilités respectifs de l'Etat et des collectivités territoriales ?

Les participants sont choqués par cette question qu'ils estiment pour le moins "orientée" et qui sous-entend une volonté de l'Etat d'abandonner certaines de ses prérogatives.

L'Etat doit garder toutes ses compétences et gérer à la fois les contenus de l'enseignement (programmes) et l'ensemble des personnels ; La décentralisation est facteur d'inégalité, comme c'est déjà le cas dans les lycées gérés par les Régions (prêt gratuits des livres ou non par exemple...) et mène à la sélection économique.

A l'unanimité, les participants déclarent leur attachement à l'Ecole de la République, par opposition à l'Ecole des Régions, des Conseils Régionaux ou même des entreprises...

22. Comment former, recruter, évaluer les enseignants et mieux organiser leur carrière ?

Cette question est jugée dangereuse, orientée, blessante (qu'appelle-t-on "échec" dans la gestion d'une carrière d'enseignant ?) et finalement hors sujet dans un débat national : il existe d'autres instances de concertation pour débattre de la carrière des enseignants.

La formation en IUFM est fortement remise en question : 8 mois de formation professionnelle seulement (sur 2ans), pas assez de stages pratiques, recours exagéré à la liste complémentaire, formation très insuffisante en langue vivante...

L'assistance se prononce pour le retour à une formation payée permettant un accès très large au métier de professeur des écoles, de deux ans, avec concours dès le début de la première année, et faisant une large part aux stages et aux expériences de terrain.

La nécessité d'obtenir préalablement une licence est jugée inutile par certains, bénéfique par d'autres.

Une augmentation quantitative et qualitative de la formation continue est requise, nécessitant là encore des moyens.

Il faut absolument instaurer la médecine du travail dans l'Education Nationale de façon à prendre en charge certains problèmes. (deux cas de suicides d'enseignants sont cités).

Remarques complémentaires sur le débat

1 - La participation au débat a été faible : 13 personnes dont 10 personnes faisant partie de l'Education Nationale, et seulement 3 parents.

2 - L'information a été insuffisante ou mal ciblée : deux parents sur les trois personnes présentes ne connaissaient pas l'existence du questionnaire.

3 - Les grèves récentes ont laissé des traces profondes chez les enseignants dont le malaise est palpable. Il y a une coupure dramatique entre les trois entités que sont l'Etat, le monde enseignant, les parents.

4 - Un certain nombre d'enseignants, qui ont boycotté le débat, sont venus exposer rapidement leurs motivations :

- le débat est inutile car les décisions gouvernementales sont déjà prises : le débat ne sert qu'à cautionner la dérive libérale qu'elles représentent et la marchandisation de l'Ecole, c'est une opération de communication
- les vraies solutions pour améliorer l'Ecole sont connues (et réclamées) depuis longtemps mais restent lettre morte faute de moyens suffisants concédés par l'Etat.
- les grèves du printemps ont montré la totale surdité de l'Etat aux revendications.
- le procédé informatique de dépouillement des questionnaires fausse les réponses

5 - Les personnes présentes, qui ont préféré saisir l'occasion qui leur était donnée de s'exprimer, se sont montrées très majoritairement tout aussi désabusées, et ont exprimé à maintes reprises leur peu de confiance dans les retombées possibles du débat.

Trois priorités pour l'École

1 Renoncer à la décentralisation, facteur d'inégalité.

2 Investir les moyens nécessaires pour garantir la pérennité d'un vrai service public de qualité (formation des personnels en particulier)

3 Augmenter la proportion du nombre d'adultes dans l'Ecole (maîtres supplémentaires pour le soutien des enfants en difficulté et l'apprentissage des langues, surveillants de collège)